

Le climat après la fin du mois

par Pierre Gilbert
par Christian Gollier
(Editions PUF, 2019),
372 pages, 19 euros.



Le titre reprend la comparaison « fin du monde » contre « fin du mois » évoquée par la contestation sociale des « gilets jaunes » en réponse à la taxe carbone en France en 2018.

L'auteur, un économiste, directeur de la Toulouse School of Economics (où se trouve Jean Tirole, prix Nobel d'économie pour ses travaux sur l'environnement) est aussi président de l'Association européenne des économistes de l'environnement. En fréquentant les Conférences des parties (COP), j'ai observé le rôle important que jouent les économistes dans les négociations climatiques. Ce livre en est la parfaite illustration en reprenant la plupart des conférences climat (les COP) et en en faisant l'analyse économique dans un style très pédagogique, expliquant ainsi le "dessous des cartes". Par ailleurs, Christian Gollier reste réaliste sur notre capacité à relever le défi climatique, et son analyse s'appuie sur un corpus scientifique reconnu et d'importantes interactions scientifiques. Comme la plupart des économistes, il préconise un prix universel du dioxyde de carbone émis, sans doute difficile à mettre en œuvre, mais pour lui, il n'y a pas d'alternative. Conscient de cette difficulté, il nous emmène dans un long voyage sur l'économie de l'environnement et du climat, à travers les six chapitres de son livre.

Au premier chapitre, il plante le décor en présentant « **Les enjeux de la lutte contre le changement climatique** », avec les statistiques des émissions de gaz à effet de serre des différents secteurs économiques, mais aussi

les conséquences dramatiques du changement climatique. Il termine en évoquant le budget carbone de la planète et le risque d'effondrement en faisant référence aux crises passées de 1929 et 2008 !

Le « **Principe pollueur-payeur** » est expliqué au chapitre II, ce principe étant au cœur de la démonstration de l'auteur. Il s'agit de taxes pour payer les externalités, avec des exemples dans un grand nombre de situations, notamment la taxe *pigouvienne* (de l'économiste A. Pigou en 1920), quand on fait payer les externalités qui permettent le bien-être. Bien entendu, cette taxe doit être élevée pour que le signal-prix fonctionne et induise un changement de comportement.

Le chapitre III décrit alors le « **Fiasco politique, économique et moral en France** », ce qui n'est autre que l'histoire de la taxe carbone en France, avec le mouvement des gilets jaunes contre la fiscalité écologique en 2018. C'est l'occasion d'une réflexion sur l'utopie d'une transition écologique, qui coûterait beaucoup plus cher qu'une sobriété heureuse, ou encore l'analyse de la proposition sur la finance climat du trio Hessel-Jouzel-Larrouturou avec la Banque Centrale Européenne, sur laquelle il reste sceptique. Pour lui, il faut mobiliser tous les secteurs et la technologie ne nous sauvera pas, et il prend l'exemple de l'absence de vent (c'est « pétrole avec les éoliennes ») ! J'ai particulièrement apprécié la fin du chapitre qui explique le marché européen des permis d'émission (EU-ETS)¹. celui-ci fonctionne ainsi : sur la base d'un plafond d'émission et de quotas distribués aux entreprises, le marché détermine le prix (système « *Cap and trade* »). Malheureusement le prix du carbone sur ce marché s'est effondré lors des différentes étapes.

Le chapitre IV présente « **L'accord de Paris ou la Chronique d'un échec annoncé** ». Il fait d'abord l'historique des négociations depuis le Protocole de Kyoto

signé en 1997 et ratifié en 2005 avec l'entrée de la Russie. En effet, la Russie s'est retrouvée avec un grand nombre de permis d'émission non utilisés et qu'elle a pu vendre, puisque les plafonds avaient été fixés l'année 1990 et que la production industrielle avait chuté avec la fin de l'Union Soviétique. Puis il souligne les déficiences de l'accord de Paris, en comparaison avec le Protocole de Kyoto et développe alors ses arguments pour un prix universel du carbone et un marché mondial de permis d'émission élargissant le système européen à la planète entière avec quelques garde-fous. Dans le cadre d'une coalition internationale pour le climat, il examine la proposition de l'américain Nordhaus, qui nécessite l'aménagement de barrières douanières

pour limiter les fuites de carbone aux frontières de la coalition. Il souligne aussi le paradoxe d'une politique climatique ambitieuse, dont l'effet est de baisser le prix du pétrole !

Le chapitre V « **En ferions-nous trop pour les générations futures** » présente notamment une analyse coût-bénéfice qui justifie la réduction de la vitesse sur les routes à 80 km/h, puis une critique du catastrophisme éclairé (JP Dupuy) pour en venir aux nécessaires taux d'actualisation. Enfin, le chapitre VI traite de la responsabilité sociétale des entreprises et de la finance.

La conclusion présente clairement la situation de la France. Les Français sont conscients du fait

que les émissions de dioxyde de carbone engendrent un changement climatique dangereux, mais sont-ils prêts à sacrifier un peu de leur bien-être pour celui d'autrui, cet autrui n'étant pas français ou pas encore né ? L'auteur en doute, comme pour la plupart des citoyens d'autres pays : USA, Chine, etc... Ne reste alors que la voie étroite citée au chapitre IV et elle mériterait d'être tentée !

Voilà ici un large panorama de l'économie du changement climatique, très développé et très pédagogique, qui explique clairement les décisions et les négociations, prises et à prendre, dans ce domaine.

RÉGIS JUVANON DU VACHAT



Gros orage. Site pxhere